

l'ouvrier, pourquoi les trois quarts de l'humanité ont-ils peine à joindre les deux bouts? Pourquoi y a-t-il tant de pauvreté et de privations? Si nous avons la matière première et les ouvriers habiles pour l'ouvrier et disposés à le faire, pourquoi n'aurions-nous pas un moyen d'échange—c'est tout le rôle que doit jouer l'argent—permettant de faire passer les produits nécessaires et les services du producteur au consommateur? Si le système actuel rend la chose impossible parce que l'argent est devenu notre maître, il est temps de le modifier et d'en faire notre esclave.

J'ai écouté avec un vif intérêt, hier, l'exposé très habile que l'honorable député de Wetaskiwin (M. Irvine) a fait de ses idées à ce sujet. J'approuve tout ce qu'il a dit et je regrette que le premier ministre n'ait pas jugé à propos de s'occuper davantage de l'avis donné. Le premier ministre a promis toutefois de l'étudier et j'espère sincèrement qu'il le fera.

J'aimerais à citer cet autre extrait de *The Age of Plenty*:

Notre tâche, pour l'instant, consiste à substituer au présent système vicieux du monopole de l'argent un système fondé sur les principes de la science moderne, car c'est dans notre économie financière que nous devons rechercher la cause des difficultés du pays et du monde. La recherche ailleurs, c'est une perte de temps et une illusion.

Dans sa réponse à l'honorable député de Wetaskiwin le premier ministre a donné à entendre qu'il ne serait pas sage d'émettre directement du papier-monnaie, comme l'a fait un gouvernement antérieur, car il faut une certaine réserve d'or pour garantir l'émission de notre papier-monnaie.

L'hon. M. BENNETT: J'aurais dû mentionner l'état de guerre qui existait.

M. SPENCER: J'accepte cette explication supplémentaire. J'aimerais à faire remarquer qu'il y a quatre moyens de prélever des fonds: l'impôt direct, l'émission de bons du trésor, l'émission de billets de la trésorerie ou l'émission directe de papier-monnaie. L'Etat n'observe pas toujours rigoureusement le principe voulant qu'il garde une certaine quantité d'or pour garantir notre devise nationale. Il y a quelques années, les banquiers canadiens se sont prévalu des dispositions de la loi financière et ont déposé diverses valeurs—non de l'or—à la trésorerie et ont prélevé une somme de 123 millions. Quand l'Etat émet des billets du Dominion, on pense qu'il garde un certain pourcentage d'or. Très souvent c'est le conseil de la trésorerie qui émet les billets du Dominion conformément à la loi financière, et la même précaution n'est pas nécessaire. Quand l'Etat, par exemple, émet une grande

[M. Spencer.]

quantité d'obligations, nous ne nous assurons pas, à ma connaissance, avant d'en émettre disons pour 100 ou 200 millions, qu'elles sont garanties par une certaine quantité d'or. Si nous prélevons des fonds au moyen de billets de la trésorerie, ce qui équivaut ni plus ni moins à un billet ordinaire, sauf que c'est le gouvernement fédéral qui les émet, garantissons-nous ces billets par un dépôt d'or? Je ne le crois pas. Le banquier se fie à la parole de l'Etat, il regarde le crédit du Canada comme une garantie suffisante et il avance les fonds contre la promesse de remboursement de l'Etat. L'Etat acquitte la dette à son tour par le prélèvement d'impôts. Pour conclure, je demande au premier ministre si, en imputant ces 20 millions de dollars sur le fonds consolidé pour soulager les chômeurs, nous constatons, à la fin de l'année financière, un déficit de 20 millions, comment se propose-t-il de le combler?

M. le PRESIDENT: La résolution est-elle adoptée?

M. SPENCER: Le premier ministre me répondra-t-il?

L'hon. M. BENNETT: Nous aurions fort bien pu examiner au cours du débat sur les résolutions tarifaires les questions discutées par l'honorable député. En ce qui regarde la question de l'émission de papier-monnaie sans égard à la réserve d'or, je ne suis certainement pas disposé à agir dans ce sens pour le moment. Comme je le disais hier, je vais lire dans les *Débats* les remarques de mon honorable ami de Wetaskiwin (M. Irvine) et de l'honorable député de Battle River (M. Spencer) et je pourrai discuter cette question avec eux un peu plus tard. Pour le moment cependant, vu le rang que notre pays doit occuper parmi les nations du monde entier, je ne suis certainement pas disposé à demander au Parlement d'autoriser l'émission de papier-monnaie non étayé par la réserve d'or essentielle pour lui conserver sa valeur sur les marchés du monde.

M. SPENCER: Si, comme il est possible, nous accusons un déficit de 20 millions à la fin de l'année et si le Gouvernement décide d'émettre des obligations pour combler ce déficit, sera-t-il nécessaire d'augmenter la réserve d'or pour garantir cette augmentation des obligations?

L'hon. M. BENNETT: D'après la loi actuelle, il ne serait pas nécessaire de modifier la proportion de la réserve d'or pour l'émission d'obligations. Si l'on fait l'émission de devises légales, l'on devrait modifier la proportion entre la somme des devises légales et